

## Les régions ultrapériphériques face à l'épidémie du COVID-19

Les régions ultrapériphériques (RUP) sont des territoires plus ou moins éloignés du continent européen, presque tous insulaires. Pourtant, ces neuf régions font partie intégrante de l'Union européenne. Et comme partout, en passant de Mayotte, à la Réunion, à la Martinique, Guadeloupe, Guyane, à Saint-Martin, à Madère, aux Açores ou aux Canaries, les RUP sont touchées par l'épidémie de COVID-19.

Au premier regard, la situation sanitaire semble globalement meilleure comparée au continent européen. Avec seulement 1% des cas recensés en France, les DOM-TOM sont relativement épargnés à l'exception de Mayotte. Ces chiffres sont similaires pour les RUP espagnole et portugaises. Mais derrière les statistiques se cache une réalité tout autre : l'incapacité de ces territoires éloignés à faire face à une forte arrivée de patients. Les services de réanimation, malgré qu'ils soient bien préparés, ne peuvent pas compter sur une solidarité entre régions telle qu'elle a été mise en œuvre sur le continent.

Fort heureusement, pour repousser la vague et diminuer le nombre de contaminations, les RUP peuvent compter sur leurs atouts. Grâce à leur insularité, elles peuvent facilement fermer leurs frontières. En témoigne par exemple la quatorzaine obligatoire pour toute entrée dans un DOM. D'ailleurs, les RUP ont, au même titre que tous les États membres, fermé leurs frontières extérieures aux pays tiers.

Mais cette situation, nécessaire sur le plan sanitaire, est fortement préjudiciable sur le plan économique. Bien que leurs productions locales soient en plein essor, les RUP sont très dépendantes du tourisme. Ce sont près d'un quart des emplois sur ces territoires qui sont liés aux activités touristiques. S'attendant à une année blanche en 2020, l'industrie touristique demande, à raison, à ce que ses pertes soient compensées.

C'est pourquoi fin avril, Thierry Breton, le Commissaire européen pour le marché intérieur, a répondu aux nombreuses inquiétudes du secteur. Ainsi les mesures d'urgence, l'initiative d'investissement dans la réponse aux coronavirus (CRII) tout comme le Plan Marshall européen, que lui-même et Ursula von der Leyen appellent de leurs vœux, visent particulièrement à soutenir le secteur touristique.

Il importe néanmoins que ces dispositifs exceptionnels soient rapidement mis en œuvre, et tout particulièrement dans les RUP. Ces régions déjà éloignées géographiquement du continent ne doivent pas être oubliées par leurs États membres et l'Union européenne. Beaucoup d'entreprises n'auront pas la trésorerie pour faire face à un arrêt brutal du tourisme.

Plus que cela, le développement de la production locale, une des priorités de l'Union européenne notamment via le Programme d'option spécifique à l'éloignement et à l'insularité (POSEI), ne doit pas pâtir de l'épidémie du COVID-19. En période de crise, de ruptures d'approvisionnement, la production locale a été la seule solution pour continuer d'alimenter les RUP. La résilience des acteurs locaux doit inspirer bien au-delà de ces régions.

C'est pourquoi, les enveloppes récemment débloquées doivent continuer de s'inscrire dans cette perspective, car plus qu'ailleurs l'auto-suffisance, alimentaire et énergétique, est une nécessité. Là encore, les atouts peuvent faire de leurs spécificités un atout. La petite taille de ces territoires rend ces investissements accessibles dans le cadre d'un plan de relance.

L'accompagnement de l'agriculture et de la pêche des RUP vers une transition verte et durable doit être une priorité, non seulement pour que l'UE respecte ses engagements pris dans le cadre du Pacte vert européen, mais également pour préserver ces territoires, qui accueillent près de la moitié de la biodiversité européenne.

La transition énergétique de ces territoires s'envisagera d'autant plus que de nombreuses solutions sont déjà présentes. Les projets géothermiques, relatifs à d'autres énergies renouvelables (solaire, éolienne ou marémotrice) ou projets d'interconnexion, déjà financés par l'UE s'inscrivent dans cette perspective. Il convient désormais d'aller plus loin et de préparer une feuille de route commune pour atteindre au plus vite, et bien avant 2050, la neutralité carbone dans les RUP.

Les neuf régions ultrapériphériques de l'UE sont, à ce stade, peu touchées par la crise sanitaire. Elles le seront, bien davantage que le reste du continent, par la crise économique et sociale. Pour elles, pas besoin de penser l'après, les solutions sont déjà là : parvenir à l'indépendance alimentaire et énergétique. Les États membres et l'Union européenne doivent désormais mobiliser tous les instruments à leur disposition afin de faire de ces territoires éloignés des ambassadeurs de ce que l'Europe sait faire le mieux, montrer la voie vers une nouvelle modernité.

## **The Outermost regions and Covid-19: an opportunity for a sustainable modernity**

The outermost regions (ORs) are remote territories located at a significant distance from mainland Europe, among which most of them are islands. However, all these nine regions are fully part of the European Union (EU). And, as everywhere else, from Mayotte, to Réunion, Martinique, Guadeloupe, French Guyana to Saint-Martin, Madeira, Azores or Canaries Islands, the ORs have been hit by the COVID-19.

At first glance, the health situation appears to be generally better compared to that of mainland Europe. With only 1% of cases recorded in France, the French overseas territories -Mayotte excluded- are relatively spared. These figures are similar to those of the Spanish and Portuguese ORs. But behind the statistics lies a very different reality: the inability of these remote territories to cope with a large influx of patients. The intensive care services, despite being well prepared cannot rely on the regional solidarity that has been so crucial in mainland Europe.)

Fortunately, the ORs can take advantage of their specific characteristics to push back the wave and reduce the number of contaminations. In fact, thanks to their insularity, they can easily close their borders. This can serve to implement measures like, for example, the obligatory fourteen days quarantine period for all entry into a French overseas department. Moreover, the ORs have, like all the EU Member States', closed their external borders to third countries.

However, this situation, necessary from a public health point of view, is highly damaging from an economic one. Although their local production is booming, the ORs are highly dependent on tourism. Almost a quarter of the jobs in these territories are linked to tourist activities. Expecting a blank year in 2020, the tourism industry is rightly asking for its losses to be compensated.

That is why, at the end of April, Thierry Breton, the European Commissioner for the Internal Market, responded to the sector's many concerns. As expected, the emergency measures, both the Coronavirus Response Investment Initiative (CRII) and the European Marshall Plan, which he and Ursula von der Leyen are calling for, are thus particularly aimed at supporting the tourism sector.

It is important, however, that these exceptional measures are implemented quickly, particularly in the ORs. These regions, already geographically remote from the continent, must not be forgotten by their Member States and the European Union. Many businesses will not have the cash flow to cope with a sudden halt in tourism.

More than that, the development of local production, one of the European Union's priorities, particularly through the Programme of Options Specifically relating to Remoteness and Insularity (POSEI), must not suffer from the COVID-19 pandemic. In times of crisis and supply disruptions, local production has been the only solution for ensuring a regular supply for the ORs. The resilience of local actors must serve as an inspiration far beyond these regions.

This is why the recently released financial packages must remain in line with this perspective, because more than elsewhere, self-sufficiency in food and energy is a necessity. Here again, the specific characteristics of the ORs can be very favorable. The small size of these territories makes these investments accessible as part of a recovery plan.

Supporting agriculture and fisheries in the ORs towards a green and sustainable transition must be a priority, not only to ensure that the EU maintains its commitments under the European Green Pact, but also to preserve these territories, which are home to almost a half of Europe's biodiversity.

The possibility of energetic transition in these territories is further straightforward given the many initiatives that are already in place. In fact, geothermal projects, other renewable energies ones (solar, wind or tidal) or interconnection projects are already financed by the EU in these regions. It is now necessary to go further and prepare a common roadmap together with EU institutions to achieve carbon neutrality in the ORs as soon as possible, and well before 2050.

So far, the nine outermost regions of the EU are little affected by the health emergency. They will be much more affected than the rest of the continent by the economic and social crises. For them, there is no need to think about the future; the solutions are already there: achieving food and energy independence. The Member States and the European Union must now mobilize all the tools at their disposal in order to make these remote territories ambassadors of what Europe knows the best, leading the way towards a new modernity.